

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

« INSTRUIRE ET AMELIORER »

Téléphone: Lancaster 5361

Le "Monde Ouvrier" s'unit au journal "Demain"

Depuis vingt-trois ans, le *Monde Ouvrier* lutte pour les droits et les intérêts de la classe ouvrière: droits sociaux, intérêts matériels.

Pendant ces vingt-trois années, le *Monde Ouvrier* a l'intime conviction d'avoir fait son devoir, tout son devoir, parfois plus que son devoir. Et il se trouve que ces vingt-trois années ont marqué pour le mouvement ouvrier un progrès constant dans la province de Québec et au Canada. C'est un résultat dont tout le monde unioniste a le droit de se féliciter.

A partir du 2 mars, le *Monde Ouvrier* paraîtra en deuxième section d'un nouvel hebdomadaire appelé *Demain*, fondé sous la présidence de M. Gustave Francq et sous la direction de M. Edmond Turcotte.

Du premier, il serait superflu de parler dans le *Monde Ouvrier*. S'il est un nom universellement connu de tous les unionistes de la province de Québec — sans parler des autres provinces, voire des Etats-Unis — c'est bien celui d'un homme dont toute la vie a été intimement mêlée aux efforts et aux luttes des ouvriers pour le droit à la vie. Son nom en tête de *Demain* devrait être pour tous les lecteurs du *Monde Ouvrier* le gage le plus sûr de l'indéfectible fidélité de *Demain* à l'idéal de justice sociale et de collaboration entre les classes que le *Monde Ouvrier* a toujours poursuivi depuis sa naissance.

Quant au futur directeur de *Demain*, M. Edmond Turcotte, son nom est sans doute déjà connu d'un grand nombre de lecteurs du *Monde Ouvrier*. Rédacteur en chef pendant trois ans d'un quotidien de Montréal, le *Canada*, il a résigné ses fonctions en avril dernier dans le dessein de se consacrer plus entièrement que jamais, libre de toute attache strictement partisane, à un idéal de progrès humain où il se trouve en parfait accord de principe avec celui, plus immédiat, des Unions internationales.

C'est pourquoi le *Monde Ouvrier* croit très utilement servir les intérêts supérieurs de la classe sociale à laquelle il a consacré son existence, en s'associant à l'oeuvre de *Demain*, que dirigera M. Turcotte. Le *Monde Ouvrier*, croyons-nous, ne saurait être plus fidèle à sa devise: « *L'union fait la force* », qu'en unissant ses propres forces à celles d'un autre journal qui entend poursuivre les mêmes buts dans un cadre plus large.

Demain paraîtra tous les mercredis à partir du 2 mars. Il aura huit pages, grand format, et les lecteurs du *Monde Ouvrier* continueront d'y trouver, en deuxième section, toutes les rubriques dont ils ont l'habitude ici. Mais *Demain* publiera, outre les rubriques ouvrières, des notes éditoriales variées, des chroniques d'actualité, des articles par des noms connus, de grands reportages illustrés, des contes, nouvelles et romans, une page féminine très complète, des commentaires d'ordre politique, et, pour tout dire, admettra tous les genres sauf le genre ennuyeux.

Les lecteurs du *Monde Ouvrier* gagneront au change, et ils serviront le mieux la cause qui leur est chère en répandant autour d'eux la nouvelle de l'apparition prochaine de *Demain*, en vente partout dans la province de Québec et dans la région d'Ottawa au prix de cinq sous.

LE MONDE OUVRIER.

L'ordonnance du salaire raisonnable

L'Ordonnance No 4, de l'Office des salaires raisonnables, qui devait être mise en vigueur le 15 courant, a été suspendue pour une période en apparence indéfinie. Le tollé général qui l'a accueillie, tant parmi les patrons que chez les ouvriers, en est, paraît-il, la cause primordiale.

Nous nous plaignons à admettre qu'il y ait du bon et de l'inédit dans cette Ordonnance, surtout les catégories de salariés II, II, IV et V. On aurait pu, à la rigueur, mettre en vigueur les dispositions de ces quatre catégories à la date fixée, mais en majorant les salaires-hommes de 50 pour cent. Mentionnons également que l'obligation de payer salaire et demi après 48 ou 54 heures de travail, selon le cas, était un pas dans la bonne direction, bien qu'en certains cas particuliers une exception aurait pu être faite.

En ce qui concerne la catégorie I, relative aux employés des établissements industriels et commerciaux, cette Ordonnance, dans sa forme actuelle, n'est guère applicable. En effet, on ne peut assimiler le salaire d'un père de famille à celui d'une femme sans dépendants. De plus, certaines industries occupent des situations particulières, lesquelles influent nécessairement sur le salaire annuel du personnel qu'elles emploient, soit par suite des mortes saisons plus ou moins prolongées, soit des périodes d'activité saisonnière, etc.

Il y a également la catégorie V qui vise les employés de toutes sortes dont le salaire actuel est supérieur au minimum établi par l'Ordonnance précitée. Il ne suffit pas de dire « que le salaire ne peut être diminué pour les employés qui en bénéficient actuellement » car, pour éluder la loi, l'employeur n'aura qu'à congédier ceux de ses employés qui bénéficient d'un salaire dépassant le minimum prévu à l'Ordonnance et à les remplacer par d'autres qu'il paiera juste le taux fixé par ladite Ordonnance. Et comme ceux qu'il engagera ainsi en remplacement des autres « ne jouissent pas actuellement d'un salaire plus élevé », ils ne pourront pas se prévaloir de cette clause insuffisamment protectrice et le tour sera joué.

Tout cela aurait dû être pris en sérieuse considération et, détail important, seulement après consultation avec tous les intéressés. Car, qu'on le veuille ou non, il est surévident qu'on ne peut résoudre utilement tous ces problèmes en un tour de main par le simple moyen d'un texte de loi uniforme.

Syndicats catholiques... des unions neutres

Monsieur Alfred Charpentier est le président de la Fédération des Travailliers Nationaux Catholiques du Canada et, de ce chef, les avancés qu'il fait ou qui lui sont attribués doivent avoir une certaine importance, être marqués au coin de la plus stricte honnêteté et de toute la véracité possible.

Il déclarait, ces jours derniers, au cours d'une causerie devant la « Montreal Protestant Ministerial Association », que les Syndicats catholiques admettent dans leurs rangs des non-catholiques et que, dans certains de ces syndicats, VINGT POUR CENT ETAIENT PROTESTANTS. Dont acte.

On se rappelle, il y a bien une quinzaine d'années de cela, alors que le syndicalisme catholique fit son apparition dans le Québec, un des arguments les plus souvent invoqués dans leur campagne d'antagonisme et de division des unions internationales, fut que ces dernières étaient des unions neutres, c'est-à-dire qui recrutaient leurs membres parmi les ouvriers professant des religions diverses, et que, de ce fait, nos ouvriers canadiens-français et catholiques s'exposaient à y perdre leur foi religieuse. De sorte que jusqu'à ces tout derniers temps les unions neutres étaient le seul ennemi qu'il fallait combattre.

Cette déclaration du président Charpentier est d'ailleurs corroborée par un nommé Lucien Richard, organisateur d'un syndicat catholique du textile de Drummondville, qui renchérit encore en disant: « Les syndicats catholiques acceptent dans leurs rangs les ouvriers de toutes les croyances religieuses ».

Ces deux déclarations donnent, il va sans dire, un tout autre aspect à la situation, et il en résulte, pour quiconque n'a pas renoncé à raisonner tant soit peu, que les syndicats catholiques ne sont plus exclusivement des syndicats de catholiques, mais qu'ils sont tout simplement devenus des unions neutres!

Qu'une union soit internationale ou nationale, le danger ou soi-disant danger au point de vue religion n'en persiste pas moins, n'est-ce pas? Mais alors, pourquoi avoir fait une guerre si injuste aux unions internationales et avoir si malheureusement divisé la classe ouvrière en groupes hostiles les uns aux autres? Etait-ce une simple question d'intérêt, demeurée inavouée, ou bien un désir insatiable de vouloir tout dominer qui animait et anime encore les promoteurs du syndicalisme catholique?

On nous avait déjà conté que certains manufacturiers juifs étaient non seulement favorablement disposés envers des ligues ou groupements ouvriers catholiques, mais qu'ils étaient prêts à les appuyer de leurs deniers. Il a même été question, à ce sujet, d'un fonds de \$50,000.00! Tout cela, évidemment, n'a pu ou dû être fait que dans le but de sectionner le travail organisé et par là même l'affaiblir au profit du patronat; pour faire intervenir ces nouveaux embryons d'organisations ouvrières dans les conventions collectives de travail comme parties contractantes, avec représentation sur les comités paritaires en décaissant; en un mot, pour ne plus avoir à traiter exclusivement avec les unions internationales.

M. Charpentier admet, bien candidement d'ailleurs, que, jusqu'à il y a une quinzaine d'années, seules les unions internationales cherchaient à aider les ouvriers par l'organisation. Pourtant, à cette époque, les salaires étaient bien bas et les conditions de travail outrageusement déplorables, surtout dans les métiers non encore organisés et qui, dit-il, occupaient les 98% de la population ouvrière de cette époque. Aussi est-il permis de se demander pourquoi les promoteurs du syndicalisme se désintéressaient alors du si triste sort du petit ouvrier, en dépit du fait que l'encyclique *Rerum Novarum*, sur laquelle ils se sont tant appuyés par la suite, était depuis longtemps promulguée et connue.

Le président général des syndicats catholiques fit également un parallèle entre les tactiques des deux groupes ouvriers rivaux. Il a insinué, par exemple, que les unions internationales ont recours à la grève comme moyen d'organisation. Quelle trouvaille mirobolante! Naturellement, si une union ouvrière n'est pas organisée, elle n'a pas de membres, et si elle n'en a pas comment peut-elle les faire se mettre en grève? « Les syndicats catholiques », dit-il, « favorisent l'atelier fermé, mais ils ne font pas la grève pour l'obtenir ». Alors pourquoi la dernière grève du textile, celles de Sorel, d'Acton Vale, de Sherbrooke et de divers autres endroits?

Non, monsieur Charpentier, vous n'y êtes pas. La différence entre les unions internationales et les syndicats catholiques-neutres d'aujourd'hui, c'est que les premières ne déclenchent une grève que quand tous les autres moyens de conciliation ont échoué, qu'elles supportent financièrement leurs membres en grève grâce à leur force numérique, tandis que vous autres, vous laissez vos membres en grève à leurs seules ressources, qui sont bien minces, ou alors vous faites intervenir les pouvoirs publics pour assurer leur support financier.

En d'autres termes, nous invitons les travailleurs à adhérer à nos organisations pour obtenir un salaire leur permettant de vivre décemment du fruit de leur labeur ainsi que des conditions générales de travail humaines, le tout par une application constitutionnelle de notre puissance économique internationalisée, tandis que vous, vous vous bornez à invoquer la loi des conventions collectives du travail pour procéder ensuite à ce qu'on pourrait appeler du recrutement forcé.

SOCIUS.

LE THÉ
'SALADA'
est délicieux 301F

Ce qui se passe dans nos unions

Par BEN. DROLET

ON PROTESTE CONTRE LE RETARD DU CONTRAT DE LA CHAUSSURE

Les cordonniers avaient l'honneur de recevoir la visite de leur président général, M. John J. Mara, vendredi dernier, à l'assemblée du local 249. Des questions qui intéressèrent les membres du local 249 et de divers autres sujets qui ont trait au recrutement ont été discutées à cette séance.

Il a été question de demander qu'une amnistie soit accordée par le bureau général, afin de permettre aux ouvriers cordonniers de rejoindre les rangs de l'union à des conditions raisonnables. La question du contrat collectif a de nouveau été discutée. On se demande comment il se fait que des amendements au contrat collectif de l'industrie de la chaussure aient été publiés dans la "Gazette Officielle de Québec" le 11 décembre dernier et que le gouvernement provincial n'ait pas jugé à propos de les publier de nouveau tel que l'exige la loi relative aux salaires des ouvriers. C'est avec raison qu'on se plaint d'être privés des conditions de travail et de salaires auxquels les ouvriers ont droit. Au cours de la discussion qui était fort animée, on a prétendu que le Ministère du Travail n'avait aucune raison plausible de retarder indéfiniment la mise en vigueur de ces amendements à la loi. On se demande qui a intérêt à empêcher l'application de ce contrat de travail et qui peut avoir assez d'influence pour faire agir de la sorte le gouvernement provincial?

Il a été résolu de demander au ministre du travail la cause de ce retard; les ouvriers de la chaussure sont en droit de supposer qu'il se passe quelque chose d'anormal dans cette affaire, l'union est décidée à combattre tous ceux qui s'opposent à ce que les ouvriers bénéficient de salaires raisonnables.

M. Chs. McKercher, agent d'affaires, a présenté un intéressant rapport de ses activités qui a été reçu avec satisfaction par tous les membres du local.

UN CINQUANTAIRE DE FONDATION

Parmi les unions de chemins de fer qui méritent une mention spéciale, est bien celle de l'union des serre-freins du Canadien National. Cette union célèbre aujourd'hui (samedi) son cinquantième anniversaire de fondation. Cette fête, dont l'organisateur est M. Pelletier, aura lieu à l'hôtel Mont-Royal, à 2 hrs de l'après-midi. On mentionne comme orateurs de la circonstance: Son Honneur le maire Raynault, F. Whitney, président général de l'Association internationale de Cleveland, Ohio; ainsi que W.-J. Babe, vice-président général canadien.

Parmi les membres qui seront présents et qui auront été 50 années dans l'union, un bouton de valeur sera distribué en souvenir de cet événement.

Un grand banquet aura lieu le soir, à 7 heures 30. Mme Gaston Vincent, la présidente de la Loge Loyal Star des dames auxiliaires et un représentant du Canadien National, adresseront la parole. Un programme de vaudeville et de danse sera exécuté à cette occasion.

AVIS AUX GARAGISTES

Une grande assemblée de propagande et d'organisation pour les employés de garages de la ville de Montréal, sera tenue par l'Association Internationale des Machinistes, dans la salle de l'Union du Commerce, 1079 rue Berri, à 2 heures et demi de l'après-midi, dimanche le 20 de février.

Tous les employés de garages où l'on fait la réparation des automobiles, des camions, etc., sont cordialement invités à assister à une importante assemblée où des orateurs bien en vue dans les rangs du Travail Organisé de cette ville et ailleurs au Canada, les renseigneront et traiteront des sujets de la plus haute importance pour ces ouvriers.

OMER FLEURY REELU PRESIDENT

Pour la vingtième fois, M. Omer Fleury a été réélu président du Conseil Fédéré des Métiers et du Travail de Québec et Lévis. On sait que ce conseil célébrera le 26 février, le 35e anniversaire de sa fondation; le président Fleury aura pour le seconder comme vice-présidents: MM. Michael Walsh et Albert Lamonde, qui ont également été réélus par acclamation.

La séance d'élection a été présidée par M. Francis Gauvin, délégué de l'union typographique 302 de Québec, tandis que MM. G.-H. Blackburn, L. Poitras et A. Bouchard agissaient comme scrutateurs, et M. J.-M. Landriault comme secrétaire. Voici le résultat complet de l'élection:

Président, Omer Fleury; vice-présidents Michael Walsh, Albert Lamonde; secrétaire correspondant, Jos. Matte; secrétaire archiviste, J.-M. Landriault; secrétaire financier, Gérard Godbout; trésorier, Jos. Bell; statisticien, Edouard Lemelin; auditeurs, Jules Larocque, M. Laplante, Gérard Gravel; guide, Georges Bérubé; sentinelle, Théodore Gravel.

Les comités ont été constitués comme suit: Exécutif, Jos. Matte, Michael Walsh, Jos. Bell, W.-A. Caron, Albert Lamonde. Organisation: Jos. Matte, Francis Gauvin, W.-A. Caron, Albert Lamonde et E. Lapointe. Fête du Travail: E. Bernier, Jos. Matte, Jos. Bell, Georges Bérubé, E. Lemelin, G. Godbout, G. Blackburn, A.-E. Bouchard, A. Lamonde, Jules Larocque. Propagande et éducation: Michael Walsh, W.-B. Walsh, Jos. Matte, Jules Bélanger, M. Laplante, Louis Larocque, J. Larocque, Francis Gauvin, Louis Fleury, Omer Fleury, A. Lamonde et Jos. Bell.

L'installation des officiers se fera à la première assemblée régulière de mars. Le secrétaire du Comité du banquet, M. J.-M. Laplante, présenta un rapport très encourageant, et on s'attend à une affluence considérable à cet événement social.

UNE ENTENTE CONCLUE ENTRE DEBARDEURS

D'après certaines informations, l'assemblée conjointe des locaux 373 et 375 de l'Association internationale des Débardeurs, qui a été tenue vendredi dernier, au Monument National, n'aurait pas remporté le succès attendu, car on n'en serait venu à aucune conclusion, toutefois au cours d'une assemblée subséquente on est arrivé à une entente qui semble satisfaisante à la majorité.

Après une longue discussion, les membres du local 373 ont décidé d'accepter que le président actuel du local 375, M. J.-B. Labelle, conserve son poste jusqu'aux élections générales. Tel qu'il avait été promis par le président J.-P. Ryan, M. Karl Trolsaas, président actuel du local 373, sera nommé vice-président du district de Montréal, au Conseil de la division de l'Atlantique.

On s'attend que l'Union parvienne à signer son nouveau contrat d'arrimage, ces jours-ci, avec la Fédération des Armateurs.

UN EMPLOYE EXEMPLAIRE

En route pour Halifax où il fut l'hôte d'honneur du Board of Trade de cette ville à son banquet annuel M. S.-J. Hungerford, président du conseil d'administration et directeur général du Réseau de l'Etat ainsi que président des Trans-Canada Air Lines, a remis à M. Georges F. Walsh, agent de Harcourt, la médaille impériale en reconnaissance de ses longs et loyaux services.

M. Walsh qui est à l'emploi des chemins de fer depuis plus d'un demi siècle a été présenté à M. Hungerford, par M. J.-E. Gibeault, surintendant du Canadien National à Campbellton.

Près de mille garde-malades reçoivent des pensions du gouvernement en Angleterre, pour la perte de leur santé au cours de la guerre.

UNE FETE BIEN REUSSIE DANS LA CONFECTION

La soirée organisée par les locaux 115 et 277 de l'union de la confection pour hommes, a remporté un succès sans précédent, vendredi soir dernier, au Palais d'Or, rue Stanley. Plus de 1,200 personnes y assistaient, parmi lesquelles on remarquait un grand nombre de dirigeants du mouvement ouvrier international qui, par leur présence, ont bien voulu rehausser cette fête mémorable.

A minuit un magnifique programme de musique et de danse fut exécuté par des artistes de renom qui intéressèrent fort l'assistance.

La fête devait être sous le patronage de M. Raoul Trépanier, président du Conseil des Métiers et du Travail, qui n'a pu assister à cette fête pour cause de maladie.

Le succès de cette soirée revient à l'honneur du comité d'organisation qui se compose comme suit: Président, A. Cherrier; vice-président, A. Gray, et un grand nombre d'autres qu'il serait trop long à énumérer. Bref, cette fête fut l'une des mieux réussies et qui fera époque dans le Mouvement Ouvrier.

LES PEINTRES EXIGENT 66 CENTS DE L'HEURE

S'il y a une union parmi celles des métiers de la construction qui s'occupe de son affaire, c'est bien l'union des peintres. A chacune de ses assemblées qui se tiennent les deuxième et quatrième lundis du mois, aux quartiers généraux de la B. & S. W. U., 1331 Ste-Catherine est, des questions qui touchent de près ce métier, sont discutées et résolues dans l'intérêt de ses membres.

Le comité qui a été chargé de négocier les conditions de travail et les salaires qui doivent prévaloir au prochain contrat collectif de travail, a fait un rapport fort détaillé et qui a rencontré l'approbation de toute l'assistance.

Disons tout de suite qu'après mûres réflexions, l'intention de l'union des peintres d'exiger un salaire de 85 cents de l'heure a été abandonnée; on semble satisfait d'exiger 66 cents de l'heure et 44 heures de travail par semaine. Outre ce rapport l'agent d'affaires, M. Arthur Renaud fit aussi rapport de ses activités, et il faut dire qu'elles sont multiples, car M. Renaud a visité trente-sept chantiers et prétend qu'il n'y a trouvé rien d'anormal.

M. Edgard Gilbert donna lecture d'une correspondance volumineuse émanant du bureau général, ayant trait aux bénéfices des membres. La prochaine assemblée aura lieu le 28 courant.

LES TOURISTES AU CANADA

D'après M. C.-K. Hoard, chef du service du tourisme et des congrès du Canadien National, le nombre de touristes l'an dernier a doublé la population du Canada. Ces touristes ont dépensé plus de \$300,000,000.

M. Howard compte que 922 sociétés différentes ont tenu leur congrès annuel au Canada l'an dernier et ont laissé au Canada \$21,970,270. Le nombre de sportsmen qui ont visité le Canada, l'an dernier, pour s'y livrer aux sports de la chasse et de la pêche, accuse une augmentation de 15 pour cent. Il a été émis en 1937 quelque 66,775 permis de pêche à des non-résidents qui ont rapporté dans les coffres du Trésor une somme de \$489,776 et aux milles permis de chasse qui ont rapporté \$34,965.

UN VISITEUR DISTINGUE

Nous avons eu le plaisir de recevoir la visite de M. Réal Lapointe, président du local 704 des Cordonniers de Grand'Mère et vice-président du Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières. Le but de sa mission était de rencontrer M. J.-J. Mara, président général de l'union internationale des travailleurs en chaussures d'Amérique, afin de discuter avec lui de questions qui ont trait à la régulation interne de l'organisation. M. Lapointe est reparti dimanche soir, très satisfait de l'entrevue qu'il eut avec M. Mara au sujet des procédures à suivre relatives au bon fonctionnement du local 704 de Grand'Mère. Il est question de fusionner également les travailleurs en chaussures de Shawinigan Falls dans le local 704.

PROPAGANDE SYNDICALE PARMIS LES ADOLESCENTS

La Confédération syndicale britannique (TUC) inaugure l'année 1938 par une grande campagne de recrutement des jeunes éléments. En Grande-Bretagne l'industrie, l'agriculture, les transports, le commerce occupent, comme employés, domestiques et ouvriers non qualifiés plus de 2 millions de jeunes gens et jeunes filles de 14 à 17 ans (1,100,000 jeunes gens et environ 1 million de jeunes filles). Le plus grand nombre de jeunes gens (375,711) sont occupés par l'industrie. Suivent: Transports et communications (209,000), commerce (176,342), non-qualifiés (114,000), agriculture (110,000). La plupart des jeunes filles sont occupées à des services personnels (gens de maison, etc.): 290,000; 250,000 sont occupées dans l'industrie et autant dans le commerce. Depuis 1934 les jeunes chômeurs de moins de 16 ans doivent se faire inscrire aux offices de placement pour adolescents; sur les 900,000 adolescents des deux sexes, âgés de moins de 16 ans, on comptait, en juillet dernier, plus de 14,000 chômeurs inscrits.

Les syndicats réclament pour les adolescents: salaires minima concertés avec les syndicats; semaine de 40 heures (le temps de la formation professionnelle, etc. compris), abolition des heures supplémentaires et du travail de nuit pour tous les adolescents de moins de 18 ans; allocations convenables de chômage (actuellement les adolescents de 14 à 16 ans, dont les parents sont également en chômage, reçoivent 3 sh. par semaine); assurance maladie (actuellement les adolescents de 14 à 16 ans ne reçoivent pas prestations en espèces en cas de maladie); prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans (avec subsides). — F. S. I.

PENSION PAYEE AUX VIEILLARDS

Selon une statistique qui nous est fournie, la Commission des pensions de vieillesse, avait émise à la date du 31 de janvier 1938, un total de 46,168 chèques pour les vieillards pensionnaires de l'Etat et 448 chèques pour les aveugles. Depuis le 1er novembre 1937, la Commission a payé \$32,588.69, aux aveugles et depuis novembre 1936, elle a versé \$12,831,439.42 aux vieillards. Il va sans dire que le gouvernement fédéral paie 75 pour cent de ces pensions.

LES LOIS NATURELLES

D'après certaines gens, il existe en matière économique des "lois naturelles" qui assurent le bonheur de l'homme si on ne les contrarie pas. Elles rappellent un peu la Providence, dont il ne faut pas discuter les décrets. Et Pangloss ne manquerait pas d'ajouter que, en laissant faire, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Il n'y a que le consommateur pauvre qui pourrait trouver à redire à cette théorie. Lorsque, même dans les circonstances les plus favorables, il est obligé de payer des dividendes aux gros actionnaires des mines de charbon—parasites qui augmentent le coût de l'extraction—on a beau lui dire que c'est le résultat du "jeu des lois naturelles" de la concurrence, il ne peut arriver à trouver que ce "juste prix" n'est pas le plus juste prix ni même un prix juste.

Et ces économistes me rappellent beaucoup les braves gens qui préconisent la "médecine naturelle". A les entendre, il suffirait, pour bien se porter et vivre vieux, d'écouter la bonne nature, de manger quand on a faim, de dormir quand on a sommeil, d'utiliser les simples plantes que cette bonne mère fait pousser dans les champs, de se servir d'eau "intus et extra". Le malheur, c'est que la voix de la nature n'est pas de celles qu'on comprend aisément. Le nourrisson qui tette goulûment jusqu'à vomir et à se détraquer l'estomac serait bien surpris d'apprendre, s'il pensait comme nous, qu'il doit rationner son instinct, naturel, lui aussi et primordial!

En vérité, la nature est une marâtre qu'il faut corriger rudement. La tuberculose qu'elle nous envoie est bien aussi une chose naturelle, ce qui ne doit pas nous empêcher de la combattre violemment.

Et la société naturelle, où le libre jeu des forces économiques tend à écraser le faible, le pauvre, l'ignorant, est aussi une mégère, à qui il ne faut pas craindre, si elle est trop mauvaise, d'infliger une bonne correction.—Dr. Toulouse.

FUMEZ LES Cigarettes GRADS

En marge du syndicalisme

Le syndicalisme est internationaliste parce que connaissant l'interdépendance de toutes les économies nationales; le syndicalisme ne croit pas qu'il soit possible de construire un meilleur régime économique dans les cadres d'une seule nation. Il est pacifiste parce qu'il croit qu'un meilleur régime économique et social ne peut se former dans les cadres d'une seule nation. Il est pacifiste parce qu'il croit qu'un meilleur régime économique et social ne peut se constituer que dans un climat de paix. Le syndicalisme veut l'accroissement des richesses et il est donc naturel qu'il voit dans la guerre, qui est la plus grande destructrice de richesses de tous les temps, le plus grand danger pour la réalisation de ce but.

* * *

Le syndicalisme est devenu une puissance considérable dans les Etats démocratiques modernes. Grâce à lui, le prolétariat est parvenu à constituer une force dont les gouvernants et les classes régnautes des pays démocratiques ont à tenir compte. Et son influence sur les affaires de ces Etats est d'autant plus grande que les partis prolétariens qui se sont partout constitués s'efforcent de traduire sur le plan politique ses aspirations sociales et économiques.

* * *

La classe ouvrière se tourne vers le syndicalisme, attirée non pas seulement par des avantages matériels immédiats, mais aussi par la perspective d'une société meilleure et plus juste qu'il lui promet. Les travailleurs attendent d'autant plus du syndicalisme qu'ils sont misérables et souffrants et que ce dernier est relativement fort et puissant. C'est ainsi qu'au cours de la période d'après-guerre, nous voyons plusieurs moments où les masses laborieuses affluent vers les syndicats en même temps que vers les partis ouvriers. C'est que les programmes du syndicalisme ou trade-unionisme semblent le mieux répondre aux besoins de paix et de justice sociale, à la volonté de vaincre les crises et de s'affranchir du fléau du chômage qui animent les classes travailleuses de notre époque.

Il est aujourd'hui hors de doute que le fascisme, c'est la réaction, politique et économique; c'est une tentative désespérée de gangstérisme sur une grande échelle pour sauvegarder les privilèges abusifs du capitalisme. Partout son arrivée au pouvoir signifie la destruction des organisations ouvrières, l'atomisation de la classe ouvrière et l'arrêt de tout progrès social vraiment digne de ce nom.

Que les travailleurs conscients ne se soient pas trompés sur le compte du fascisme, celui-ci le prouve par son exercice du pouvoir. Constitué en dehors de la classe ouvrière et financé par l'aile droite du féodalisme industriel, le fascisme usant de ce pouvoir, abolit toutes les libertés démocratiques, enlevant ainsi à la classe ouvrière toute possibilité de se regrouper. L'égalité démocratique, le fascisme la remplace par une organisation hiérarchique dans laquelle les pouvoirs n'émanent plus de la base, mais du chef.

Ces idées, qui sont à l'antipode du syndicalisme, le fascisme entend les réaliser aussi dans le domaine économique par le "corporatisme" moderne, lequel n'a rien de commun ou presque rien avec celui du moyen-âge.

* * *

La doctrine corporatiste, loin d'être unie et rigide, contient plusieurs tendances qui se combattent mutuellement et parfois non sans aigreur. Toutes ces tendances prennent toutefois leur source dans un ensemble d'idées communes: le maintien de la propriété privée, la collaboration des classes dans le respect mutuel de leurs droits respectifs, le groupement des hommes non d'après leur position sur le marché du travail, mais d'après leur branche professionnelle, primauté au sein de ces branches professionnelles des intérêts communs (de la profession) sur les intérêts particuliers (de la classe).

* * *

Le fascisme, qui n'a pas, à proprement parler, une doctrine sociale, s'est emparé du corporatisme et en a fait une application tendant à la destruction totale du syndicalisme libre et à un asservissement non moins total de la classe ouvrière.

En dernière instance, le régime fascio-corporatif nous apparaît comme un instrument d'oppression et d'exploitation de l'Etat, dont la bourgeoisie aux abois s'est emparée afin d'empêcher l'ascension de la classe ouvrière et de stabiliser son régime économique par un régime politico-policière de terreur continue.

Il va de soi qu'un pareil régime, qui est l'antipode de la démocratie et du syndicalisme libre, constitue pour la classe ouvrière un terrible danger. Pour faire face à celui-ci, il faut que le mouvement ouvrier oppose son mouvement social "humain" au fascisme sanguinaire et au corporatisme réactionnaire qui en est le dangereux allié. — André FLORIVAL.

LA DISETTE DES MATIERES PREMIERES DEPRIME LE SALAIRE

L'ouvrier allemand n'a plus de voix au chapitre pour ses conditions de travail. Toute liberté lui est enlevée et son lieu d'emploi lui est imposé. On l'a dépouillé de toute décision et même de toute intervention à l'usine. Jusqu'à présent, on faisait une place à part à l'ouvrier spécialisé. Parce qu'on en avait rudement besoin dans les usines d'armements. Lorsque les usines d'armements connaissent la grande prospérité, il y avait manque d'ouvriers spécialisés.

Toutefois la disette de matières premières a changé tout cela. Pour les ouvriers spécialisés il n'y a plus de plein emploi partout. Ils s'aperçoivent déjà des conséquences sociales de cette situation. Dans une des plus grandes entreprises berlinoises, on offre 78 pf. l'heure à des tourneurs bien que les prétendus salaires contractuels soient de 93 pf. Dans un autre établissement d'une autre région on a annoncé aux soudeurs électriques une réduction sensible de salaires, contre laquelle ils protestèrent; pour les punir, on les congédia et les envoya sur les chantiers de construction des autos-trades, où ils gagnent maintenant 53 pf. l'heure.

Dans l'industrie électrique de Lausitz seuls les monteurs électriciens ayant 10 ans d'expérience professionnelle touchent encore le salaire contractuel; les autres sont payés au-dessous du tarif; au reste on ne les embauche que par contrat individuel. Dans ce dernier cas, le Front du Travail a même accordé son approbation à la firme intéressée.

Index des unions ouvrières

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at "Assistance Publique" Hall, 460 Lagachetière Street East. President, Raoul Trépanier, 1153 St. Denis Street; Corresponding-Secretary, J. E. Gariépy, 11 St. Paul Street West; Vice-Presidents: Pierre Lefèvre, room 10, Monument National, and Jack Cuppello, 415 St. Catherine Street East.

UNION DES EMPLOYÉS DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790 — Association Amalgamée des Employés de tramways électriques et de Chauffeurs d'autobus d'Amérique. — Montreal Tramways Employees' Union, Local 790, Amalgamated Association of Street, Electric Railway, and Motor Coach Employees of America: Quartiers généraux — Headquarters: 1153, rue Saint-Denis, téléphone: LANCASTER 2503. Officiers — Officers: Gérard Gagnon, vice-président international; Gérard Gagnon, président; J.-Georges Gagnon, vice-président; O. A. Neveu, secrétaire financier-financial Secretary; Raoul Trépanier, agent d'affaires — Business Agent; Alberto Brodeur, trésorier — treasurer; Henri Chabot, secrétaire-correspondant; Wilfrid Latour, sentinelle. Le Local se réunit le deuxième mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière, à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE. — Loge Ste-Marie No 251. — Assemblées régulières: 2e et 4e vendredis de chaque mois, dans la salle Polski, au No 1950 Frontenac. Président, Alfred Mathieu, 2348 Chapleau, CH 6150; vice-président, Roméo Delage, 4537 Garnier, Am 4016; sec.-archiviste et correspondant, C. Miron, 5517-11e Avenue, Rosemont, CL6220; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier; sec.-trésorier A. Bertrand, 2345 Aylwin, AM 1880; guides, O. Côté, 2710 rue Dandurand et H. Tassé, 2046 rue Omor, Longue Pointe, CL 3298; sentinelle, Emile Brunet, 5551-3e avenue, Rosemont; gardien, H. Dubuc, 5170-5e avenue, Rosemont; maître de cérémonies, T.-J. Smith, 5597-10e avenue, Rosemont. Comité local de protection: Président, H. Vaillancourt, 2494 Rouen, FR 5560; secrétaire du comité, H.-J. Limoges, 3974 St-Catherine est, AM 0171. Membres du comité: P. Nolet, 7350 rue St-Hubert, CR 6200; C. Miron, Jos. Gour, 1970 Gauthier, AM 9177; Alfred Gauthier, 2105 rue Préfontaine, FR 1562; auditeurs: E. Deniger, 2402 Chapleau; Donat Roy, 4062 Cartier; D. Laporte, 2020 Valois; directeur local d'éducation: Donat Allaire, 2170 Darling, FR 7036.

LES BUANDIERS EN DIFFICULTE

L'union fédérale des ouvriers buandiers, teinturiers et service de valet, local 122, s'est assurée l'appui des 700 propriétaires de cette industrie, d'après une déclaration faite au cours d'une assemblée tenue mercredi soir, par M. Lapière, un des propriétaires de valet service qui favorise l'union. Il invita les officiers à être présents à une réunion de l'exécutif des patrons qui aura lieu prochainement.

MM. Roméo Lepage et Georges Lauzon ont été nommés pour représenter les ouvriers de cette industrie.

On rapporte que l'on continue de congédier des employés d'expérience pour les remplacer par des non-expérimentés, et qu'ils sont payés 16 cents de l'heure.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que Dame Catherine McNally, veuve de feu Peter Higgins, en son vivant gentilhomme, de la cité et du district de Montréal, demeurant au No 6005 de la rue Esplanade dans la cité de Montréal, en sa qualité d'héritière présumptive de John McNally, Ned McNally, Joe McNally, Harry McNally, gentilhommes, autrefois de Montréal, maintenant absents de cette province, présentera à l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant dans et pour le district de Montréal, en chambre, au palais de Justice à Montréal, le 23e jour de mars 1938, à dix heures de l'avant-midi, une demande pour être envoyée en possession provisoire des biens des dits John McNally, Ned McNally, Joe McNally et Harry McNally; et toute personne qui peut ou pourrait avoir à exercer quelque droit contre la succession ou sur les biens desdits John McNally, Ned McNally, Joe McNally, Harry McNally est requis de présenter sa réclamation devant le juge le ou avant le jour de la présentation de ladite demande. Montréal, le 12 février, 1938.

RQDIER & RODIER
7-8 Procureurs de la requérante.

No 29029
Province de Québec
District de Montréal

AVIS
The ROYAL VICTORIA HOSPITAL, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans les Cité et district de Montréal

Demanderesse
contre

Les héritiers de feu William Hubber, ce dernier de son vivant, inspecteur des cité et district de Montréal, décédé depuis moins de six mois,

Il est ordonné aux défendeurs de comparaître dans le mois.
Ross, Martineau & Archambault
Avocats de la demanderesse,
10 ouest, rue St-Jacques,
Montréal.

H. T. Roy
Député Greffier
Cour de Circuit du District
de Montréal

Avis est par les présentes donné que Gabrielle Rachel Cécile Péllissier de Kermone de Gonzillon, de la Cité de Montréal, Province de Québec, s'adressera au Parlement du Canada, à sa présente ou prochaine session, pour un bill de divorce de son mari Maurice de Douzillon, manufacturier, de 5079 rue Fabre, Cité de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère et d'abandon.

(SGD) CRANSHAW GABOURY & ALMOND
Procureurs de la Requirante,
507 Place d'Armes,
Montréal.

Daté à Montréal, ce 8ème jour
de février, 1938.

FRATERNITE DES PEINTRES, DECORATEURS ET TAPISSEIERS D'AMERIQUE, Local 319 — S'assemble le 2e et le 4e lundi au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président: Jules Boulet, 1465, rue Champlain; vice-président: W. Martel, 1846, rue Cartier; secrétaire-correspondant: Edgar Gilbert, 8077, rue Henri-Julien; trésorier: L.-P. Boisselle, 4562, rue Marquette; secrétaire-financier: Ernest Desève, 6631, rue Saint-Dominique; conducteur: Albert Goudreau, 9078b, rue Notre-Dame Est. Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, rue Colonade; Clovis Guilbault, 5614, rue Delorimier; Lorenzo Tremblay, 472, rue Galt; Verdon, Gardien: Joseph Girard, 8145, rue Saint-André; Agent d'affaires: Arthur Renaud, 560, rue Congrégation, Tél. Fitzroy 0895.

UNION DES TRAVAILLEURS EN CHAUSSURES, Local 249. — BOOT AND SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331 Ste-Catherine est. Président, Henri Beland, 6380, rue St-Laurent; 1er vice-président, Delphis Jodoin, 1766 rue Panet; 2ème vice-président, Paul Métayer, 1469, Dorion; secrétaire-archiviste et correspondant, Noël Gervais, 2112 Wolfe; agent d'affaires et secrétaire financier, C. McKercher, 1331, Ste-Catherine est, téléphone CHerrier 6511 (privé CL 6123); sentinelle, Arsène Leclaire, 2289 Delorimier. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3ème mardi de chaque mois à 1331, rue Ste-Catherine est, à 8 heures du soir. Président, D. Donaldson, 368-De Avenue, Pointe-aux-Trembles, P. Q.; secrétaire, N. Poirier, 4102 rue Bordeaux.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145 — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président: J.-W. Blaquière, 4247, rue Saint-Zotique, téléphone: Clairval 3486; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3692, rue Dorion, téléphone: AMherat 7034.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS-COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, Montréal. — S'assemble le troisième mardi de chaque mois, au Monument National, chambre No 15, 1182 Salut-Laurent. Président, Bruno Roy, 1214 Université; vice-président, K. Slovsky, 294 Villeneuve ouest; secrétaire-trésorier, Frank Giroux, 254 Ste-Catherine est, chambre 11; secrétaire-archiviste, Arthur Millard, 3380 Jean-Talon, Ville Saint-Michel. Heures de bureau, tous les mardis de 7.30 à 8.30; les mercredis de 2.30 à 4 heures p.m., et les premiers et derniers vendredis du mois à 7.30 p.m. au No 254 Ste-Catherine est. Samedi le bureau est fermé.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président: J.-A. Chamberland; vice-président, E. Bernier; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, P. Lefèvre; gardien, M. L'Heureux; agents d'affaires, E. Toussaint, E. Bernier.

Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8.00 P.M. au Monument National, chambre 10, 1182, rue St-Laurent.

UNIONS LOCALES AFFILIEES

- U. L. 134, s'assemble tous les lundis soir au Monument National, chambre 11.
- U. L. 178, s'assemble les 1er et 3e jeudi, au Monument National, chambre 10.
- U. L. 1127, s'assemble le 2e et 4e lundi, au Monument National, chambre 15.
- U. L. 1244, s'assemble le 2e et 4e jeudi, au Monument National, chambre 15.
- U. L. 1360, s'assemble le 1er et 3e lundi, au 4030, Notre-Dame Ouest.
- U. L. 1375, s'assemble le 1er lundi de chaque mois, 150, 1ère Avenue, Lachine.
- U. L. 1558, s'assemble le 1er vendredi du mois, 1651, Létourneux.
- U. L. MEMBRES ASSOCIES, s'assemble le 2e mardi seulement, Monument National, à la chambre 11.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE, Local 134. — Président, Ferdinand Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, Elzéar Bernier, 1508, rue Darling; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 1182, boulevard Saint-Laurent, Chambre 10; secrétaire-financier, Edouard Larose, 6563 Delanauddière, CR. 8364; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316 Gilford; conducteur, J.-B. Roy; sentinelle, Zénon Primeau. Le local s'assemble tous les lundis soir de chaque mois au Monument National, 1182, boulevard Saint-Laurent.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. Newspaper Guild, Local 111. President: Walter Forrest; Vice-President, Charles Arpin; Recording Secretary, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 103, No. 686 Notre Dame Street West. Executives: John Moore, Alfred Query and R. A. C. Ballantyne, Auditors: John Kelly, L. Bibaud, Robert Smilie. Telephone: MA 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Saturday of each month at the Mount Royal Hotel. Raymond M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary - Treasurer, Room 103, 686 Notre Dame Street, West. Business hours: 9.00 a.m. to 5.00 p.m., Saturday, 9.00 a.m. to 1.00 p.m. Telephone: MARquette 7489.

UNION DES CHAUFFEURS DE TAXIS. — Local 797, affiliée à la Fraternité Internationale des charretiers, chauffeurs d'autos, hommes licenciés et aides. Bureau 1419 rue Dandurand, de 8 hrs A.M. à 6hrs P.M., excepté le samedi à 1hr P.M. Président, Ubald Séguin, 2078 Visitation; vice-président, Ls. A. Lafleur, 6180 Chambord; secrétaire-trésorier, Jean-Paul Turgeon, 5249 avenue du Parc, apt. 42, tél.: DO 6320; secrétaire-archiviste, Emmanuel Crevier, 2354 des Erables; agent d'affaires, Frank Kennedy, 3565 rue Lorne, apt 11, tél.: HA 0813. Les assemblées sont le 1er mercredi du mois dans la matinée et le troisième mercredi dans la soirée, à la salle de Commerce, 1979 rue Berri, tél.: Plateau 5730, 3e étage.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENUSIERS D'AMERIQUE Local 1558 — Malsonneuve. Assemblée le 1er vendredi du mois au No 1651, rue Létourneux, Temple des Buffalo. Président, J.-A. Chamberland, 1526, rue St-Germain; vice-président, Aram Houlié, 4598, rue Lafontaine; secrétaire-archiviste, correspondant et financier, Charles Thibeault, 2611, rue Bourdonnière; trésorier, J.-W. Corbell, 2444, rue Montsarré; conducteur, L. Durand; gardien, Jos. Cournoyer; syndics: Aram Houlié, Ovide Proulx, P. Bonneau. Délégués au Conseil de District: J.-A. Chamberland, J.-W. Corbell.

LE VRAI GOÛT DE HOLLANDE A TOUJOURS DISTINGUÉ CE VIEUX GIN BIENFAISANT

ET LES VRAIS CANADIENS L'ONT TOUJOURS PRÉFÉRÉ DEPUIS PLUS DE CENT ANS.

RECETTE ORIGINALE DE LA "PONCE":

- Le jus d'un citron
- Sucre au goût
- Eau bien chaude
- Une pincée de muscade
- Deux doigts de

GIN DE KUYPER



Gin de Kuyper

10 onces 26 onces
85¢ \$1.90

40 onces
\$2.65

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN DE KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande.

Maison fondée en 1695

LE SYNDICALISME EST-IL EN DANGER?

Il est, certes, permis de se poser la question au moment même où aux États-Unis comme au Canada, l'élément ouvrier tend à perdre de sa force d'action par ses luttes intestines, par son sectionnement en groupes rivaux, pour ne pas dire hostiles.

On oublie, à la suite d'égarements que rien ne saurait clairement expliquer, encore moins justifier, que l'union fait la force et que, devant un patronat mieux coalisé que jamais, la classe laborieuse a le devoir de rassembler ses forces malheureusement éparées en un tout compact, solide et ne s'inspirant que du souci bien légitime du bien commun.

A qui cette désagrégation du syndicalisme ouvrier profite-t-elle, si ce n'est au patronat? Alors, quand, dans un même métier, une même industrie, les travailleurs forment plusieurs groupes au lieu de n'en exiger qu'un seul, ne font-ils pas le jeu des patrons dans la mesure même où ils s'affaiblissent par cette regrettable "défraternisation".

Mais qu'on n'aille pas croire que ce suicide partiel de l'élément travailliste est le fait seul des ouvriers. Dans la Province de Québec et ailleurs, mais surtout dans notre province, de fortes influences déclenchent des contre-mouvements ouvriers avec l'aide de certains ouvriers eux-mêmes, si étrange que cela paraisse. Et c'est ainsi qu'un grand nombre de nos ouvriers contribuent à l'affaiblissement de leur propre cause par leur ignorance ou leur déplorable manque de jugement.

Quoi qu'il en soit, cette situation équivoque ne saurait durer bien longtemps encore. S'ils ne veulent pas voir le peu de statut social qu'ils ont acquis par plus d'un demi-siècle de lutte disparaître et devoir renoncer à une perspective de libération économique prochaine, les ouvriers ont le devoir strict, impérieux de concentrer leurs efforts et de se libérer des entraves qui les divisent.

Il s'agit pour eux non pas de se révolter contre l'autorité établie, bien loin de là, mais dans le cadre de nos institutions actuelles, de revendiquer leurs droits à un mieux-être en toute liberté de jugement, de faire bloc contre l'égoïsme patronal et de réclamer, sur le plan législatif et constitutionnel, les réformes qui lui assureront, dans une mesure convenable, une sécurité économique qui ne soit pas un vain mot.—L. Dorval.

UNE CHARTE POUR LES EMPLOYÉS DE RESTAURANTS

L'Union des Employés de tavernes, local 200, tenait dimanche dernier, une de ses assemblées comme on n'en avait pas vu depuis sa fondation. La question primordiale était celle qui avait trait aux entretiens avec l'exécutif de l'Association des Commerçants licenciés, en vue d'une entente de salaires et de l'établissement de conditions raisonnables. M. N. Fortier, le président, donna les explications du refus des employeurs d'en venir à une entente. On s'est élevé contre l'attitude de certains patrons qui se montrent hostiles à l'union.

M. Archibald Johnstone entretint l'assemblée de la nécessité de l'organisation. Il démontra que si les ouvriers de l'hôtellerie refusaient de se grouper, leur situation ne pourrait qu'empirer. Il a annoncé qu'une charte, portant le numéro 382, a été accordée aux employés de restaurants.

PUBLIC NOTICE is, by these presents, given that Dame Catherine McNally, widow of the late Peter Higgins, during his lifetime gentleman of the city and district of Montreal, living at No. 6005 Esplanade street, in the city and district of Montreal, in her capacity of presumed heir to John McNally, Ned McNally, Joe McNally and Harry McNally, gentlemen, formerly of Montreal, now all absent of this Province, will present on 23rd of March, 1938, at 10:00 a.m. before one of the honorable Judges of Superior Court, sitting in and for the City and District of Montreal, in chambers a petition praying that she be sent in provisional possession of the estates of said John McNally, Ned McNally, Joe McNally and Harry McNally; and all persons who may have any rights against the estates are ordered to produce their claims before the judge on or before the day of the presentation of the said petition. Montreal, February 12th, 1938.

RODIER & RODIER
Attorneys for petitioner.

NOTICE OF APPLICATION FOR DIVORCE
Notice is hereby given that Mary Esther Wahl Watt, of the City of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, wife of William Wallace Watt, of the said City of Montreal, will apply to the Parliament of Canada, at the next Session thereof, for a Bill of Divorce from her husband, William Wallace Watt, Insurance Broker, of Montreal aforesaid, on the grounds of adultery. Montreal, January 17th, 1938.

GORDON M. WEBSTER
Solicitor for Petitioner

LA COLLABORATION DU PATRON

Nous relevons dans la "Chronique de la Vallée du St-Maurice" une étude très intéressante, en ce qui concerne la collaboration du patron. Cet article est signé de R. H., et nous nous faisons un devoir d'y donner suite pour le bénéfice de nos lecteurs, tant patrons qu'ouvriers.

Certains ouvriers plus perspicaces et plus fins que les autres—car il y en aura toujours de plus fins, et je ne ris pas, je ne souris même pas, je vous le dis en toute sincérité—des ouvriers plus intelligents que les autres vous mènent presque à bout d'arguments lorsqu'ils s'efforcent de vous décourager dans vos mouvements unionistes. A quoi bon s'organiser quand le patron s'y oppose?

Ah oui, c'est bien cela qu'on nous amène presque toujours, l'opposition du patron.

Le patron vous considère encore comme son fidèle collaborateur, mais, tout absorbé qu'il est à la réussite de son entreprise, et qui peut l'en blâmer puisque son succès est le vôtre, il a tout simplement négligé d'approfondir suffisamment ses vues sur l'aspect social d'une entreprise, aussi important à n'en pas douter que l'aspect économique.

Votre patron est un homme sérieux, très sérieux même et il comprend de plus en plus aujourd'hui, que les pires conditions de travail ne sont jamais les meilleures. Lui aussi, aime à vivre en société.

Le patron ne peut se passer de ses bons ouvriers qui restent là de l'autre côté de la rue, et il le sait bien. Certains tendraient à croire que les ouvriers, eux, pourraient se passer de patrons, de maîtres, de supérieurs quoi! Mais je me refuse à y croire, je n'y vois certainement que de l'anarchie.

Mais alors, si vous ne pouvez vous passer les uns des autres, soyez donc logiques, avec les autres d'abord et avec vous-même ensuite. Vivez, et si vous l'ignorez, apprenez à vivre en société.

Je me refuse à croire que le patron soit un homme pour qui tous les moyens sont bons pour réussir.

Faites non seulement votre part, mais votre grande part pour la société. Ne vous contentez pas de la charité, la charité c'est ce qu'on donne au pauvre mendiant, lorsqu'on sort de son bureau sur le soir, là au bord du trottoir; mais ce n'est pas cela, sa grande part pour la société, ce serait bien plutôt sa petite part. Ce n'est pas de la charité qu'on réclame de vous, c'est de la justice: rendre à César ce qui appartient à César, après avoir rendu à Dieu ce qui appartient à Dieu.

Inutile d'employer les arguments. Il est infiniment préférable d'obtenir la conviction sincère et inaltérable, et la plupart des patrons le possède, d'ailleurs, ce sens social. Mais, tout de même, il reste quelquefois qu'aux grands maux, aux grands remèdes on peut toujours recourir, et ce sera alors doublement amer pour les récalcitrants de se voir forcés de plier l'échine aux exigences de l'Etat.

Tout patron qui veut demeurer bien intentionné offrira sa coopération aux autorités plutôt que de prétendre vouloir leur en imposer.

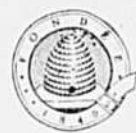
LA SEMAINE DE 40 HEURES

En France et à l'étranger la presse hostile à la semaine française de quarante heures ne se lasse pas de chercher à discréditer la loi française des 40 heures en l'accusant d'être trop schématique et pratiquement inapplicable. Touchant ce dernier point, il convient de relever immédiatement que l'application de cette réforme, imposée par le développement technique actuel et indispensable en raison de l'extension certaine de cette évolution, dépend naturellement de l'attitude des autres pays et plus spécialement de ces sphères patronales qui à Genève et ailleurs ont toujours prétendu qu'une réduction nationale de la durée du travail était impossible tant que ne serait pas établie une convention internationale obligatoire pour tous et qui, maintenant que la France a donné le bon exemple, s'évertuent à défigurer celui-ci.

Pour ce qui concerne le libellé prétendument trop schématique de la loi française, on doit honnêtement répliquer que précisément la loi française et ses décrets d'application aux diverses industries tiennent compte de toutes les possibilités et qu'on continue de le faire pour les cas particuliers se révélant dans l'application de la loi.

Du reste ce but réaliste est servi notamment par quatre importants décrets pris en fin d'année, et dont voici la subs-

LA
BANQUE D'ÉPARGNE
1846 DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL 1937



Quatre-vingt-onzième **Rapport Annuel**

AUX ACTIONNAIRES. MONTRÉAL, LE 14 FÉVRIER, 1938.

Messieurs,
 Vos administrateurs ont le plaisir de vous soumettre le quatre-vingt-onzième rapport annuel des affaires de la Banque et le résultat de ses opérations durant l'année expirée le 31 décembre, 1937. Les profits nets de l'année ont été de \$387,652.04, auxquels il faut ajouter le solde reporté du compte des Profits de l'année dernière, soit \$194,336.82, ce qui forme un ensemble de \$581,988.86. Outre les distributions trimestrielles d'usage à ses actionnaires, la Banque a versé sur cette somme \$7,000.00 à diverses oeuvres charitables et philanthropiques—indépendamment de la somme de \$10,150.00, intérêt sur le fonds des pauvres distribué comme d'habitude—laissant un solde au crédit du compte des profits non divisés de \$294,388.86.

Pour la plus grande commodité de notre clientèle, une nouvelle succursale fut inaugurée, vers la fin de l'exercice, à l'angle de la rue Beaubien et de l'avenue De Larivière.

C'est avec de profonds regrets que vos administrateurs ont à enregistrer la mort de leur distingué collègue, l'honorable Rodolphe Lemieux, survenue le 28 septembre dernier. Administrateur depuis treize ans, feu Monsieur Lemieux donna une attention assidue aux affaires de la Banque. Sa grande expérience et son jugement très sûr furent hautement appréciés par votre Conseil; la place éminente qu'il occupait et l'estime dont il jouissait auprès de toutes les classes de la Société ajoutaient au prestige de la Banque. Sa mort prive vos administrateurs d'un confrère de grande valeur et d'un rare charme personnel. Nous savons que vous partagez les vifs regrets que nous cause sa perte.

Pour remplacer l'honorable Sénateur Lemieux, au bureau d'administration, nous avons appelé Monsieur Paul Amos.

Suivant la coutume, une inspection fréquente et complète des livres et de l'actif de la Banque a été faite durant l'année.

Le rapport des vérificateurs et le bilan sont maintenant devant vous.

Le président,
R. DANDURAND.

BILAN GÉNÉRAL
AU 31 DÉCEMBRE, 1937.

PASSIF	
<i>Au Public:</i>	
Dépôts portant intérêt	\$61,098,370.15
Dépôts ne portant pas intérêt	498,155.31
Fonds de charité	180,000.00
Comptes divers	875,474.13
	\$62,651,999.61
<i>Aux Actionnaires:</i>	
Capital (souscrit \$2,000,000.00), versé	\$ 2,000,000.00
Fonds de Réserve	2,750,000.00
Solde des Profits, reporté	294,388.86
	5,044,388.86
	\$67,696,388.47
ACTIF	
Espèces en caisse et dans les banques	\$ 7,914,790.13
Obligations des gouvernements fédéral et provinciaux	32,728,068.11
Obligations de la Cité de Montréal et d'autres municipalités canadiennes	17,130,882.37
Obligations de municipalités scolaires canadiennes	42,975.71
Obligations de corporations canadiennes d'utilités publiques	3,801,772.97
Valeurs diverses	200,000.00
Prêts à demande et à courte échéance, garantis par des valeurs en nantissement	4,653,516.48
Fonds des Pauvres, placé sur obligations du Gouvernement Fédéral et de municipalités canadiennes, approuvées par le Gouvernement Fédéral	150,000.00
	\$66,652,008.77
Immeubles de la Banque (bureau principal et succursales)	\$ 1,000,000.00
Autres titres	44,379.70
	1,044,379.70
	\$67,696,388.47

Pour le conseil d'administration,
Le président,
R. DANDURAND

Le directeur général,
T. TAGGART SMYTH

tance: 1. Récupération des heures perdues pour morte-saison: par arrêtés ministériels ou décisions des inspecteurs du travail. 2. Dérogation pour les industries souffrant d'une insuffisance de main-d'oeuvre qualifiée: en plus du crédit d'heures supplémentaires déjà prévu par les premiers décrets d'application, on accorde un crédit exceptionnel de 75 heures au plus par an (trois heures au maximum par semaine) aux établissements justifiant n'avoir pu recruter en quantité suffisante du personnel qualifié. Après consultation des organisations patronales et ouvrières on dressera des listes d'industries entrant en ordre de considération. 3. Récupération des heures de travail perdues par suite de baisse d'activité ne présentant pas un caractère périodique ou saisonnier: même système de consultations préalables, d'établissement de listes, de promulgation d'arrêtés fixant pour l'emploi du personnel occupé en période d'activité réduite, à l'exclusion du personnel embauché en période d'activité accrue, le nombre maximum d'heures perdues susceptibles de donner lieu à la récupération. 4. Dérogations dans les industries dont l'activité conditionne celle d'une partie importante de la production nationale. Les décrets antérieurs prévoyaient déjà un certain "crédit" d'heures supplémentaires, en particulier aux industries participant à la production d'outillage mécanique et électrique. Les mesures sont prises d'accord avec les organisations ouvrières et patronales. Les heures supplémentaires ne pourront pas dépasser le nombre de cent. — F. S. I.

DEMANDEZ


LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER



Brassée à Montréal

depuis

152 ANS

Brewed in Montreal

since

152 YEARS

Why Labor Unions?

The Role of the International Unions. — The Union Shop. — Communism and Organized Labor.

Lecture delivered by Mr. Gus. FRANCO, Secretary of the Province of Quebec Federation of Labor, through Radio Station CBF, on February 8th, 1938.

Following many requests from English readers of *The Labor World*, we are today giving below a translation of the talk delivered in French at radio station CBF, on the evening of February the 8th, 1938, by Gus. Franco, secretary of the Quebec Provincial Federation of Labor. This talk on the necessity of International labor unions has made a deep impression on the French hearers of Mr. Franco, and it is hoped that the English-speaking public will itself derive from it the conviction that unity of purpose is more than ever necessary among all the workers of this province and country.

We still meet, from time to time, people who, for no reason whatever, are unwilling to admit that labor unions have the right to exist and they accuse them of being responsible for all ills. These same persons claim that the unions only seek to trouble social peace through strikes and other industrial conflicts. Nothing is, as you know, farther away from the truth, as it is easy to demonstrate.

"But, first of all," they say, "why labor unions?"

I could answer that with another question:

"Why a Bar for lawyers, a College for doctors and physicians, a Chamber for Notaries, one titled group or another for the various sections of so-called liberal professions or else Boards of Trade, Chambers of Commerce, Associations of retail merchants, of businessmen and trades of all descriptions?"

If organization is good in itself and commendable for a given social class, for the strong, for the most capable of protecting their interests, for those who possess the greatest financial resources—in spite of the fact that they only form a small part of our population—there is not, there cannot be any good reason why said organization should not also be good and commendable for the working class.

It is, in fact, in the liberal profession, among the captains of industry, in short among the employer class that one meets most opponents of labor associations. In all fairness what is considered necessary to a group of men should be so considered for any other group.

I may be permitted to remind the opponents of labor unions that the right of association is a civil right long recognized by law and custom; that this right has been, among other things, explicitly proclaimed by the Versailles Pact and reaffirmed in Canada by Order in Council dated July 11th, 1918, and that, moreover, it is entered, more or less clearly, in the Statute Books of most of our Provinces and the States of the American Republic.

On the other hand, as far as we can go back in history, we note that man has sensed the need to ally himself with his fellowmen, to live in communities, first to protect himself against the rigors and cataclysms of nature, and then also to protect himself against his own fellowmen, in fights between men, class and countries.

If we advance along the path of history, we meet powerful labor corporations which played an important role in the development of trades and arts. They have, in fact, left us monuments which are still rated today as masterpieces difficult to surpass, even to equal. Their strength and their splendor disappeared with the advent of the French Revolution and the coming of economic liberalism that sprung, it is said, from the Napoleonic law code and which a number of doctrinaires and reactionaries still dare oppose today to the call for social reform and to the legitimate aspirations of modern conscience.

When one looks back and remembers that less than a century ago any labor group was illegal, that the right of association was not then recognized, that many were those who were arrested or deported for having reacted against this state of affairs, when working men were persecuted because their sole crime had been to unite for the protection of their economic interests, then we must admit that ideas have changed since this dark period.

One can say that trade unionism owes its existence to the capitalist system. It was the natural development of modern economic and industrial conditions. The initial aspect of its development seems to have been an instinctive method of protection against the too rapid changes of

the economic structure which the working people, as well as the small employers, legislators and sociologists could hardly understand if at all. With the development of the big industry, which produced trust and monopolies, the trade union movement entered into a new phase. It appears then to have become more conscious of the worker's statute and of the place he must occupy in the economic mechanism of society. Afterwards, by the force of necessity, it became a defensive and offensive instrument, having in view to maintain and improve the standard of living of the laboring class. And it became later on more than that. It gradually developed into a constructive agency to bring labor nearer to the labor ideals, either through a more direct participation in the administration of business or by a more effective control of labor conditions and salaries of its members, or else by constitutional pressure on public bodies, so as to accelerate the adoption of legislative measures whose objects were not only to improve the lot of the working class, if not of society as a whole, but also to bring about some close-up between Labor and Capital and reduce to a strict minimum, if not to suppress it entirely, that ill-feeling which still too often manifests itself between those two all-important factors of human activity.

Organized labor, as we know it today, started almost simultaneously in 1870 in most civilized countries. In the United States and Canada, there were first the Knights of Labor who had rather complicated characteristics. In their meetings were, indeed, men of various trades, journeymen, manual workers and intellectual workers. Naturally, all these men could not look at things from the same angle. Nevertheless their membership was over a million before schisms decimated their ranks. And so ended the first great social adventure of labor organization on the North American Continent. It is then that labor trade unions developed under the strong and clever impulse of the late Samuel Gompers who, during almost half a century, directed the destinies of the American Federation of Labor. This Federation endeavored particularly to group the workers in special unions, each one of them having full autonomy within its professional jurisdiction. So that today its membership is in the neighborhood of four million members disseminated all over the North American continent, that is in United States and Canada. If we add to these figures the membership of the Committee of Industrial Organization (C. I. O.) and that of the four Brotherhoods of railway employees, we arrive at a total membership exceeding seven million members. You will readily admit this is an imposing force which cannot but grow with time and which the employers must more and more reckon with. Our opponents no doubt lose their time in trying to destroy it. Now compare this force with the membership claimed by all other rival organizations of all shades and descriptions and which, in spite of the moral and financial support they receive from groups generally opposing the working class, in spite of their publicity stunts and their various claims of power, which are preposterous to say the least, and their claims that they are the only unions that meet the needs and thinking ways of Quebec laboring masses, compare our forces with the others and you shall then understand why the great majority of workers in this Dominion belong to International Unions affiliated to the Trades and Labor Congress of Canada, which is the supreme legislative authority for Canadian labor. Its actual membership is about 150,000 members, which makes it easily the most important labor body of our country. It is therefore from

Admit Children to Moving Pictures Shows

By BERNARD ROSE.

I was glad to note that there is a concerted move on the part of not only the owners and managers of moving picture theatres, but the public, to secure a modification of the law relating to the admission of children to moving picture theatres.

It is unnecessary to state that barring children from pictures that are instructive or amusing deprives them of the education or pleasure which such pictures give.

The legislation passed, which prohibited the entry of children, was, as we know, the result of the fire that took place, and can be regarded as more panic than constructive legislation. It was entirely based upon the report of an investigator.

Quebec has enjoyed too long the rather doubtful distinction of being the only province in the Dominion forbidding the admission of children to theatres.

The exceptional attitude of the province in this respect becomes all the more striking when, on one side of the Ottawa River children can freely enter theatres, whilst on the other they are refused. Children residing in the City of Hull need only cross the Inter-Provincial Bridge into Ottawa, and enter theatres.

The protection of the lives of adults is equally as necessary as that of children. One can quite understand that a panic is likely to develop when there are shouts of "Fire! Fire!", but in view of the precautions that have been taken to protect all those who visit these theatres, I think it can be properly said that the danger to children is no greater than to adults, and that the appliances and equipment are such as to afford every possible protection. To limit the admission of children does not seem altogether fair, particularly since an arbitrary age is fixed.

I am sure that the authorities will merit and receive the warm thanks of parents as well as children when they relax the extremely rigid regulations that have been in force for several years. As conditions are to-day, children cannot accompany their parents, with the result that either mother or father must stay at home to look after the youngsters, who would otherwise accompany them.

From the moral standpoint, the Board of Censors can be relied upon to refuse permission for the exhibiting of any picture or scenes that might in some way influence children in a direction other than that which is to their advantage.

Once the sentiment becomes strongly pronounced, the Government of the Province will accede to the wishes of the public, and again give the children an opportunity of seeing pictures that will both delight and instruct.

its ranks that are chosen the delegates who sit at the International Labor Conference at Geneva, and it is its authoritative voice which is the most listened to and the most influential among our statesmen and public bodies.

The Union Shop

Incidentally, one too often gets a wrong interpretation of what is, in our opinion, one of the best methods of co-operation between Labor and Capital: the union shop, improperly called the closed shop. This union shop is the result of an agreement freely arrived at between one or some employers and his or their employees, or else between members of an employers' association and those of a labor union, agreement by which the party of the first part agrees to pay a predetermined salary, to respect certain labor conditions and to employ only members in good standing of the party of the second part. The latter, in return, guarantees to supply experimented labor of either sex and otherwise respect all clauses of said agreement. This is not only legal, but insures what is generally called "industrial peace" in our industries.

In certain places — precisely among those who should know better — it is sought to estrange our French-Canadian workmen from the International Unions on the ground that they are "neutral" unions. But this is precisely why they should stick to them. This neutrality is only an imitation of what is done in employers' associations and so-called professional groups. Why, then, find natural this neutrality in the latter groups and claim it is all wrong among working people?

Communism and Organized Labor

They also insinuate that there are Communists in our ranks and that through their contact our workers could be contaminated. Does this mean that the intimate convictions of these workers are so frail, so little rooted in them that the least new contact could drive them away, suppress them? This supposition is both childish in itself, injurious to the moral strength of our workers and, all told, does not in the least hold water, as they say. I shall answer that Communist accusation by reproducing herewith some extracts of the obligation incurred in joining the United Brotherhood of Carpenters and Joiners of America. This obligation is practically the same in most of the International Unions.

"—The President to the Candidate. In this Brotherhood you are requested to take the obligation that you are not ac-

tually and that you will not become, as long as you are a member of this Union, a member of a revolutionary organization; that you will never help nor encourage or support any such organization. For if you did, you would lose your standing as member of this Brotherhood. I can assure you that this obligation shall not enter into conflict with your religious beliefs, your political opinions or your domestic duties. It is my duty, however, to inform you that this Union does not recognize the Communist Party as a political organization. With this assurance are you now disposed to take the obligation?"

This will dispose for always, I hope, of the legend according to which the International Unions are sympathizing with Communist ideas. And I formulate the wish that everybody shall recognize in all places the great moral and constructive force which the International Unions exercise in this country for a better understanding between Labor and Capital and, as a necessary consequence, for the general improvement of the social lot of the working class as a whole.

To the Editor, "The Labor World".

The International Brotherhood of Pulp Sulphite and Paper Mill Workers of Kenogami, Local No. 83, at a meeting held Sunday night in their Local Hall, applauded the presence of an invited guest speaker, known in this Province as a tireless worker towards a better understanding between employers and employees. A man who practices, and preaches peace in the Paper Industry. The Brother in question is Chester Jordan, President of the Provincial Council of Paper Mill Unions.

Brother Jordan explained the reasons, and necessities of having founded the Provincial Council, the accomplishments since its foundation, and future aims that are so vital to the workers in the Paper Industry. Brother Jordan praised the organizing work being done in this district and in accord with all of us members thinks organizer L.-P. Lacroix doing splendid work in spite of the unloyal opposition we are meeting here.

Unfortunately President O. Truchon was unable to attend, but the meeting was ably presided by Vice-President J. Donnelly. A vote of thanks and bon voyage to Brother Jordan for his fine advice was unanimously given him. Members of Local 85 will not forget the co-operation given us.

W.-C. BROWN,

Financial Secretary.

Living Standards

Organized Labor Seeks to Constantly Improve Living Conditions by Obtaining for Its Members Better Wages, Shorter Hours, and Improved Working Conditions. A Strong Labor Movement Enables the Workers to Secure Effective Remedial and Protective Social Legislation.

By BERNARD ROSE.

I think that it can justly be said that the growth of political liberty, within the past seven or eight decades, is in great measure due to the activities of organizations of workers taking a deeper interest in all matters affecting the welfare of their country and its citizens. Basically, men are influenced and prompted in their action by the economic motive. In other words, the need for food, clothing, and shelter is the urge not only to labor, but the incentive to improve one's economic condition in order to secure better food, improved housing, more suitable clothing, and those comforts and luxuries that are regarded as necessary for the enjoyment of a full life.

If a thorough investigation was made into the causes and movements that have led to an ever wider extension of political liberty, it would be found that the training afforded by the trade union to the intelligent worker enables him to appreciate the value of organization, the advantage of co-operative effort, and the restraint required in order to maintain that discipline, without which no institution can successfully function.

As the workers organized, they aroused the hostility and provoked the indignation of the self-satisfied and arrogant employer, to whom the suggestion that his workers should be consulted in the matter of wage rates, hours of labor, and general conditions, was almost blasphemy. Whatever influence the organized employers could exercise in their relations with government or members of legislative bodies was used to the limit. In addition to their resentment, because of the determination shown by their employees to maintain their organization, they invoked the aid of the Courts, which, narrowly interpreting the laws regarding property, had no difficulty in justifying the issue of orders and injunctions that effectually, for the time being, stopped the workers from carrying on their activity.

Fortunately, the organized workers, conscious of their power, made their influence felt through the representations made to Parliament and Congress. The member of the Legislature, anxious to keep on good terms with the worker, did not, as in former years, immediately acquiesce in the demands made by employer organizations for repressive legislation.

The workers, likewise, found that, as citizens enjoying the same political rights as the employers, they could, by uniting, obtain remedial legislation. As progress was made, their attention was not wholly concentrated upon wages and hours, but human welfare. The greater the degree of organization on the part of the workers, the larger the consideration they received from governments, legislatures, and employers.

In his thought-provoking work, "The Level of Social Motion," the author, Mr. Michael A. Lane, says, "Social progress cannot be made by concentrating capital in the possession of a comparatively few. It can be made only by a process the reverse of this. And it must be remembered that the test of the social value of all discoveries lies in the application of the moral sense of the majority to the desirability of the results of the action to which the discovery is put."

I think it is now a generally accepted principle — or should be — that as wealth increases, it should be more generally and generously distributed.

Speaking of government, he states, "The power of government is in its nature, and always was, essentially capitalistic. It exercises, in a public way, the same power which the capitalist exercises in a private way. It secures services for the public which assist the public in the accumulation of wealth. Its political power is based upon economic utility. A government is deemed good or bad in the degree in which it expands or contracts the freedom of the pursuit of private wealth."

Governments to-day exercise very large powers. They tax the wealthy members of society in order to obtain the funds not only to administer the government, but carry out projects that are social rather than profit-making.

He asks, "For how is a 'standard of living' to be fixed? Certainly not by the capitalist. It must then be fixed by the laborer. . . . It is wages, really, which determine the standard of living, not the reverse. And as wages constantly increase, the standard of living constantly improves."

The trade union first concerned itself with wages in order to obtain a certain living standard.

Mr. Lane believes, "The capitalist would not pay higher wages when he could secure as efficient labor for lower wages. But if he were compelled to choose between smaller profits, as a resultant of higher wages, and a reduction of his profits to a degree which approached no profit at all, or positive loss, he would probably choose the former."

Experience has amply demonstrated to the leaders of unions that the average employer seeks to obtain his labor in the best market, since he regards it as a commodity and an item in his cost of production. The unions take issue with him on this score, and affirm that labor is not a commodity, since in disposing of his skill or rendering a service, the worker, for the time being, gives himself completely.

The author is a strong advocate of organization. He declares, "Unionism has been found to be good. It has given higher wages to those who practise it. The method of unionism is extending to wider and wider circles of workers. There is no question in the mind of the producer as to the efficiency of the method he uses. He is not puzzled with that uncertainty which attaches to other methods. He does not clearly understand the method proposed for his betterment by changes in the currency, or by a change in the system of taxation for protection to industry. The method of trades unionism was not suggested to him by a statesman. The discovery of its power was made by simple repetition of experience."

Testimony of this kind should be used to the utmost by labor leaders when discussing the rights and wrongs of the workers with employers or governments. It should also convince the indifferent worker of the many advantages which the union can give.

Mr. Lane continues, "So long as capital remains in private hands, there must be capitalists and wage-earners. And so long as there are capitalists, protected in their rights by the military power of government, there can be no limit to their psychic capacity for the possession of the things by which wealth is created. Indeed, as we have seen elsewhere, the desire for possession will be found, in some extraordinarily developed instances of incrementation,

to be limited only by the whole quantity of capital to which the property right extends."

I have not hesitated to state in these columns that the average intelligent worker is not opposed to capitalism as such where provision is made to pay him a decent wage, reasonable hours, and protection against discrimination. If he periodically confronts his employer with a demand for better wages or shorter hours, it is due to his need for an increased wage, or his belief that production has increased so enormously through the use of the machine that unemployment for shorter or longer periods can be prevented through a reduction of hours.

Mr. Lane tells us, "When capitalists found that by yielding to its force they were conserving their capital rather than dissipating it, they accepted the method as being most opportune. And lastly some capitalists, in order to secure quicker and surer means of conservation and increase, ostentatiously accepted it. The principle of force in labor-unionism thus became organic in progressive societies. But who will contend that the result produced by labor-unionism could have been produced by the voluntary surrender of wealth by capitalists? If the force of union were withdrawn now, would not capitalists quickly resort to the ancient methods? Should we not expect that the acquired character of union-contract between labor and capital would give way to the former character of individual contract?"

One can hardly take exception to the justice and logic of his reasoning in the extract given. Hence it seems so difficult to explain the objection of workers, no matter what category they may be in, to joining an organization.

Discussing the situation in the United States at the time he wrote, and almost prophetic in its conclusion, he states, "If there is any political revolution going on in America, it is of a very different kind. It consists in the very action we have described in our definition of the law of capitalization. It is a revolution arising from the progressing moral code of the community. Its motives are found in the common desires of men for larger shares of wealth. Its action is approved by the majority, who to-day condemn as wrong that which yesterday they approved as right. It is a revolution which uses force as its method, and government as the instrument of that force. Its purpose is not the enlargement of the power of private capitalists, but a restriction of that power over very large areas of capital itself. This is the real revolution that is going forward in America, and, while the forces at its root are in action, the written constitution of the state is set aside as being entirely irrelevant to the issue."

The revolution to which he refers is a peaceful one. It has not repudiated the principles and doctrines that we call democracy. The intense, and at times brutal individualism, characteristic of the pre-Roosevelt era, has now given way to a co-operative and collective effort, as a result of the policies of a President and a Congress, willing to meet his views.

Speaking of unions, he says, "Labor unions, at first, were approved only by the very small number of persons whom they directed benefitted. Then they were approved by progressively large numbers. Then by many of those who, at first, conceived them to be hurtful. And lastly, by the Government." How true the last sentence is we know, since it has now become the accepted practice for organized labor to annually, or oftener, wait upon governments and submit to them the resolutions adopted at their conventions or meetings. In quite a good many instances their representations are translated into legislative enactments.

He is also of the opinion, "And if the labor union be conceded to be an efficient instrument for facilitating the progressive diffusion of wealth, any process which would assist it in doing so would itself be a cause of progressive diffusion."

The responsibility thus devolves upon not only the leaders of the labor movement, but every member of a union, to render the fullest service he can in making his union and the larger organization, of which it forms part, "an efficient instrument for facilitating the progressive diffusion of wealth." As wealth is more progressively diffused, will the nation as a whole become more contented, and prosperous, and subversive movements less likely to succeed, and reactionary governments dethroned.

Mr. Lane points out, "Labor-unionism flourishes most in trades which bring the workers into close proximity to one another. And if unionism is now generally practised, it is only because laborers use the instruments freely. Through the press and the telegraph, and through quick personal travel, it is easy quickly to secure united action in an entire trade composed of large and widely separated bodies of workers. The same unanimity of action is denied to trades in which the individual workers are widely separated from one another, as in the farming industry."

In large cities those employed in offices are in sufficiently close proximity to justify the forming of an association. The clerical worker is as dependent upon what he earns as the manual or skilled laborer. He is in even greater need of an organization to protect him against unfair treatment than the artisan.

It is only within recent years that in Great Britain and the United States employees, other than those engaged in industrial processes, such as shop assistants, office clerks, typists, and bank clerks, have organized along trade union lines. Their employers strenuously objected, but the employees, knowing that behind them was the whole strength of the organized workers, and the government's recognition of the employee's right to organize, went forward and to-day are in a position to discuss with their employers rates of compensation and working conditions.

The trade union has become a factor in the economic life of the working classes in every industrial country, other than those ruled by dictators. The trade union enables the workers to obtain material advantages, impossible or difficult, without its effective aid.

HOW TARIFF EXPLOITS PEOPLE

House of Commons, Ottawa. T.-C. Douglas explained why westerners object to tariff protection. The province of Saskatchewan derived \$3,000,000 a year benefit from the tariff but forfeited \$29,000,000 annually. That is, each man, woman and child gained in benefit \$3.55 and paid out \$31.71. In other words, the goods they bought cost them \$28.16 extra in high prices due to the tariff. Incidentally, over half the population of Saskatchewan is receiving government assistance in some form.

WHO HAS THE PURCHASING POWER

House of Commons, Ottawa. Angus MacInnis referred to the Social Credit belief that our troubles arise from lack of money. To disprove this theory he mentioned that there are savings accounts totalling over one and a half billion dollars in Canadian banks at the present time. Altogether there are over four million accounts. But more than three and a half million of these accounts average only \$120 each. On the other hand, 536 accounts average over \$287,000 each. "Increasing profits", commented Mr. MacInnis, "are only the prelude to unemployment."

The B. N. A. Act Under Review

The League for Social Reconstruction States Its Case.

By ANGUS MacINNIS, M.P.

PART III.

The section of the L. S. R. brief summarized today deals with the necessity for a "New National Purpose." It is not sufficient to go back to what the Fathers of Confederation had in mind in 1867. Since that time great changes have taken place which necessitated a new purpose in government. What are those objects which Canada wishes to achieve through Governmental action?

The brief suggests that there are two of outstanding importance: (1) The necessity of making provision for a basic minimum of social security for each citizen. (2) The introduction of controls and long-range plans to maintain economic stability, to eliminate unfair competition and waste, and to see that national resources are developed in the interests of the people.

It is evident that the basic minimum of social security can no longer be provided by private industry without some compulsion on the part of the government. For a number of reasons Canada has been slower to accept this responsibility than have Great Britain, New Zealand or Australia. Yet it is hard to believe that public opinion in this country is not as much alive to the need of social legislation as is public opinion in the countries mentioned. Some provinces cannot make provision for a basic minimum of social security because they are financially incapable; others just will not do it. Unemployment insurance, minimum wages, maximum hours and similar forms of protection are very closely related to international and inter-provincial trade, central bank policies, interest rates, tariff controls and other functions are now in the Dominion hands. They cannot be placed in separate provincial hands without the certainty of overlapping, inefficiency and general confusion.

DEPARTMENT OF NATIONAL WELFARE

The brief suggests the creation of a Department of National Welfare at Ottawa, embracing all the duties of existing departments of labor and pensions and national health, to administer the federal laws relating to unemployment insurance, relief, old age and other pensions, health insurance, wages and hours, holidays with pay; crop insurance for the farming population might well be included; it is a hazard like unemployment.

A national welfare code, making the provisions mentioned, would immediately achieve three objects: (1) The alleviation of the financial burdens now bearing so heavily and so unfairly on the provinces and municipalities. (2) The equalization of the burden and the benefits of communal life in Canada and the distribution of the national income on a more equitable and democratic basis. (3) Most important, the brief believes, the greater unification of Canada. If the citizens learned to look for these vitally important protections to the Dominion authorities they would feel a loyalty which would overcome much of the present provincialism. The overcoming of provincialism is, in my opinion, one of the necessary things for Canada before we can begin building our economic system on a national basis.

The welfare code is not enough. The elimination of poverty and insecurity altogether by long-range economic planning is the basic task. The brief recommends the introduction of amendments which will restore to the Dominion its power to make general regulations for trade and commerce as well as power to enact marketing legislation for internal as well as external trade. The conflict between east and west is largely the clash of interests between highly-protected industrial regions and unprotected agricultural regions.

TAXATION

In regard to taxation the brief recommends certain principles which should be kept in mind: (1) Taxation is properly an instrument of economic policy. Like the tariff it is a means of distributing advantages as between industry and industry, region and region, class and class. (2) It effects the redistribution of wealth. The brief urges the adoption by the Dominion and the provinces of the procedure of nationalizing profitable economic enterprises which lend themselves to government operation.

PUBLIC DEBT

To reduce the high cost of financing the public debt and to free future national income for productive enterprises, three measures are proposed: (1) An organized plan of debt reduction on the Australian model. (2) A special profits tax. (3) A debt redemption levy.

Space will not permit me to elaborate on these points. While the brief urges the necessity of increasing Dominion powers in order to deal adequately with present day problems it does not recommend reducing the provinces to mere municipal councils. Dominion and provinces are only two ways of arranging 11,000,000 people for the purposes of government and there is nothing sacrosanct about either. Groups of officials in the provinces have a tendency to aggrandize their own powers and jurisdictions, even at the cost of the people suffering economic distress.

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

Again the League emphasizes that the main purposes of Confederation were: (1) The creation of a single federal state. (2) The preservation of democracy. (3) The protection of minorities. (4) The building of strong central government. (5) The unification of law in the common law provinces. The League suggests that there are two other purposes which now demand definite constitutional recognition.

(1) The provision of social service and a basic minimum standard of living. (2) Immediate steps to overcome the present maldistribution of wealth and to check the growing evils of monopoly.

* * *

This and the two preceding articles give but a brief summary of a document which I believe is worthy of close study by persons interested in the Canadian constitution.

This is the labor unionist's creed: "I promise to buy only from firms that display the union label, shop card and button."

Attend meetings — Take an interest — Build your Local — Increase strength — Protect your welfare by the Union.

THE MONTREAL CITY and DISTRICT SAVINGS BANK	
1846	1937
Ninety-First Annual Report	
MONTREAL, FEBRUARY 14TH, 1938.	
TO THE SHAREHOLDERS, Gentlemen,	
Your Directors have pleasure in presenting the Ninety-First Annual Report of the affairs of the Bank and the result of its operations for the year ending December 31st, 1937.	
The net profits for the year were \$387,052.04 and the balance brought forward from last year's Profits Account was \$194,336.82, making a total of \$581,388.86. In addition to the usual quarterly distributions to its shareholders, the Bank contributed from this amount \$7,000.00 to various charitable and philanthropic Funds—independently of the amount of \$10,150.00, interest on the Charity Donation Fund, distributed as usual—leaving a balance at the credit of Profits Account of \$294,388.86 to be carried forward to next year.	
For the accommodation of our clients, a new Branch was opened, towards the end of the year, at the corner of Beaubien Street and De Lorimier Avenue.	
It is with sincere regret that your Directors record the death of their esteemed colleague, Honourable Rodolphe Lemieux, which occurred on the 28th. of September last. Honourable Senator Lemieux had been a director of the Bank for the past thirteen years and gave close attention to its affairs. His wide knowledge and sound judgment were of great value to the Bank, whilst his high position and the great esteem in which he was held added much to the prestige of this Institution. By his death, the Directors have lost a colleague of outstanding ability and of rare personal charm. We feel sure that you will share in our sorrow at his passing.	
The vacancy on the Board has been filled by the election of Mr. Paul Amos.	
As usual a frequent and thorough inspection of the books and assets of the Bank has been made during the year.	
The Report of the Auditors and the Balance Sheet are herewith submitted.	
R. DANDURAND, President.	
GENERAL STATEMENT DECEMBER 31ST, 1937.	
LIABILITIES	
To the Public:	
Deposits bearing interest including interest accrued to date	\$51,028,370.15
Deposits not bearing interest	498,155.31
Charity Donation Fund	180,000.00
Other Liabilities	875,474.13
	\$62,651,999.61
To the Shareholders:	
Capital Stock (Amount subscribed \$2,000,000.00), paid up	\$2,000,000.00
Reserve Fund	2,750,000.00
Balance of Profits carried forward	294,388.86
	5,044,388.86
	\$67,696,388.47
RESOURCES	
Cash on hand and in Chartered Banks	\$ 7,914,790.13
Dominion and Provincial Government Bonds	32,728,068.11
City of Montreal and other Canadian Municipal Bonds and Debentures	17,130,882.37
Bonds of Canadian School Municipalities	42,978.71
Bonds of Canadian Public Utilities Corporations	3,801,772.97
Sundry Securities	200,000.00
Call and Short Loans, secured by collateral	4,653,516.48
Charity Donation Fund, invested in Dominion and Canadian Municipal Securities approved by the Dominion Government	180,000.00
	\$66,652,008.77
Bank premises (Head Office and Branches)	1,000,000.00
Other Assets	44,379.70
	1,044,379.70
	\$67,696,388.47
On behalf of the Board, R. DANDURAND, President.	
T. TAGGART SMYTH, General Manager.	

The Padlock Act, a Threat to the Labor Movement

At least eight of fifty raids under Act have been perpetrated on trade union officials.

There must be little doubt in the minds of the intelligent and the far-seeing that the so-called Padlock Act of the Province of Quebec (an act passed by the Legislature of Quebec March 24, 1937) is aimed at least in part against the labor movement.

The Canadian Civil Liberties Union, Montreal Branch, which is making such a splendid fight against this oppressive law, has drafted a bulletin wherein is disclosed the fact that up to date of drafting (February 2, 1938), the Act had been applied *fifty times*.

A detailed account of all the raids, seizures and confiscations is given in this bulletin, and it is significant to note that "at least eight of these were raids on trade union officials, and at least twenty-four on French-Canadians."

"Among the property not returned to date (January 28) is: *The Vancouver Province* (magazine section), the *Canadian Forum*, *Photo-History*, *Look*, *Peking Picnic* (Ann Bridge), *Election Instructions* (the King's Printer, Ottawa), *Sales Tax By-Law Information* (City of Montreal), copies of *Le Jour* and *Le Canada*, speeches of Mr. Lloyd George, copies of *The Labor World* (published by Gus. Franceq, until recently chairman of the Quebec Women's Minimum Wage Commission), posters of the Spanish War, books by Dickens, Romain Rolland, and Sydney and Beatrice Webb, *The Yellow Spot* (with an introduction by the Bishop of Durham), *Vu, Vendredi*, a work on Diderot, two bags of His Majesty's mail said to contain copies of *Clarté*, dues book and treasurer's book of the Steel Union and personal correspondence of the secretary-treasurer, trousseaus and personal correspondence of Mr. Péron, a fancy doll belonging to Mr. Kon of the Friends of the Soviet Union, a picture of Scholem Aleichem, C. I. O. literature, Civil Liberties Union literature, Mr. Ryerson's notes for his recent book, *Birth of Canadian Democracy*, postage stamps, calendar, pens, pencils and spare change belonging to *Clarté*, *Dialectical Materialism*, *Clarté*, the *Clarion*, *Moscow Weekly News*, *Moscow Daily News*, *Soviet Russia To-day*, *Das Wort*, the *Labour Defender*, *Militarism and Fascism in Japan*, *Jews Without Money*, *Spain in Arms* (Anna Louise Strong), *The Nature of Capitalist Crisis* (John Strachey), *Revolution in Science*, *Organizing Methods in the Steel Industry*, *Helen Comes of Age*, *Three Greek Plays* (Jack Lindsay), *The People's Front in France*, *The Colonial Policy of British Imperialism*, *Tom Sawyer* (in German), *Spain Sings*, and *Northwest Passage* (borrowed from a department store lending library)."

The above nomenclature should be sufficient indication of the entire silliness of this arbitrary law, as well as the great danger it offers for *bona fide* labor unions and all progressive social elements in general.

Any one wishing to help in any way the fight on the Padlock Law should get in touch with the Montreal office of the Canadian Civil Liberties Union, 2040 Union Avenue, Telephone LAncaster 2635, or write for information: P. O. Box 382, Station B, Montreal.

"The Labor World" joins the weekly "Demain"

For twenty-three years, *The Labor World* has fought for the rights and interests of the working class: social rights and material interests. During those twenty-three years, it is our intimate conviction, *The Labor World* has done its duty, sometimes more than its duty. And it so happens that those twenty-three years have marked a constant progress of the labor movement in the province of Quebec and in Canada. This is a result for which the trade-union movement has a right to congratulate itself.

Starting with the issue of Wednesday, March 2nd, *The Labor World* will appear as the second section of a new weekly to be called *Demain* (in English: *Tomorrow*), founded with Gus. Francq as president and Edmond Turcotte as editor.

Of the first named, it would be superfluous to speak in *The Labor World*. If there be one widely known person in the trade-union movement of the province of Quebec — to say nothing of the other provinces, or even the United States — it is this man whose entire life is so intimately woven into the efforts and the struggles of the workers for the right to live. His name at the masthead of *Demain* should be for all readers of *The Labor World* the best guarantee that *Demain* is to remain unalterably true to the ideal of social justice and co-operation between classes which has been that of *The Labor World* from the day of its foundation.

As for the editor of *Demain*, Edmond Turcotte, he is very well known among the French reading public of the entire province, having been for three years chief editor of the Montreal daily *Le Canada*. He resigned the latter post last April to devote himself more completely than ever — free from all strictly partisan bond — to an ideal of human progress wherein he finds himself entirely in accord, on principle, with the more immediate one of the International Unions.

That is why *The Labor World* believes it will very usefully serve the higher interests of the social classes to which it is consecrated, by associating with *Demain* under the editorship of Edmond Turcotte. *The Labor World* believes that it could not be more faithful to its motto: "In union there is strength," than by joining its forces to those of another newspaper whose purpose is to reach the same ends as itself within a wider framework.

Demain will appear every Wednesday, starting March 2, and will sell throughout the province and in the Ottawa district for 5 cents. It will have eight full-size pages and the readers of *The Labor World* will continue to find in the second section all the reading matter they have been accustomed to find here. In addition to that, there will appear in the French section numerous editorial notes, columns on current events, illustrated special articles by well-known writers, stories and novels, a very complete woman's page, comments on current-day politics and, in short, all sorts of reading matter — all but the boresome kind.

The readers of *The Labor World* have nothing to lose and all to gain in the change. And it may be added that it is the earnest wish of the Editors that sufficient interest among the English-reading public may eventually justify increasing the scope of the English section of the new weekly.

THE LABOR WORLD.

FROM OUR READERS

A REGIONAL PLAN FOR GREATER MONTREAL

By FREDERICK WRIGHT

On the invitation of the Metropolitan Commission a committee of citizens was recently selected to study a regional plan for the metropolitan district of Montreal. In this manner the Commission has sought the co-operation of independent minds to help solve a problem which has a direct bearing not only on the physical structure of the metropolitan area and its attendant social amenities, but on real estate values. And if the regional plan in its operation serves no other purpose than just that of stabilizing the property values of Greater Montreal it will be worth while. For in no other Canadian community of major size and importance do property values fluctuate so much as they do in the City of Montreal itself. And this after 295 years of corporate life, when by all the laws and logic of municipal development real estate, being the basis of the civic taxing structure should be as permanent with regard to values as it is permanent in fact.

These fluctuating property values, aside from the difficulty of prepared equitable assessment rolls, have for a long time had a serious detrimental effect on property as an investment. Indeed property ownership in the City of Montreal has actually become a liability; so that any effort than can be made to stabilize values should receive every encouragement, and certainly no better effort could be made than through the practice of town-planning principles in a great metropolitan regional plan. Some of the fourteen municipalities adjoining the big city have already in operation excellent town-planning systems of their own; and while these plans were prepared for local needs only they can quite easily be fitted

into a regional plan. And even in those municipalities that have no town plan of their own the Metropolitan Commission has seen to it that any new local improvements asked for were in accordance with town-planning principles. The City itself has zoning plans for all the wards, so that both inside and outside the City of Montreal there has already been laid the groundwork of a metropolitan plan.

Now such plans are not designed for a day or a year but to guide the growth of the community for many years to come. This means that there must be a permanent authority to first make the Greater Montreal regional plan and then to administer it; and to do this successfully such authority must be representative of the whole district, for without the fullest co-operation of each municipal unit and each section no regional plan will work. And the Metropolitan Commission is to be congratulated on its efforts to cooperate in such a practical manner the many and varied physical and social phases of Canada's commercial metropolis.

The editors of *The Forward* and all the writers of our paper on labor, politics and social problems are in absolute agreement with what Dubinsky said at the Manhattan Opera House last Tuesday. It is a welcome endorsement of the policy of our paper.

John L. Lewis has more temperament than tact. Tact and statesmanship are closely related. With all respect to Lewis it must be stated that he is much less of a statesman than could be desired.

We should not forget the great importance, the deeply sympathetic lines in the character and the ability of William Green. He has personal qualities that should not be underestimated. He certainly possesses tact. He also has in him a spiritual force—the kind that calls forth the highest respect.—*The Jewish Daily Forward*.

LE MONDE OUVRIER

Rédigé en collaboration
Le seul journal ouvrier bilingue
au Canada
Un médium national pour les ouvriers.
MARCEL E. FRANCO
Secrétaire de la rédaction — Secretary
BEN. DROLET
Gérant de la circulation — Manager



The Labor World

Canada's Only Labor Bilingual Paper.
A National Medium for the Workers.

Imprimé par l'Imprimerie Mercantile,
Limitée, 11, rue Saint-Paul Ouest,
Montréal.

WE HAVE HELPED HUNDREDS TO
OBTAIN positions as Letter Carriers,
Postal Clerks, Customs Examiners,
Clerks, and Stenographers, etc., and can
help you. Write us for proof and free
information. M. C. C. Schools Ltd.,
Toronto 10. Oldest in Canada.



J. Alderic Raymond • VICE-PRESIDENT

PLATEAU 0762

AVENUE TAVERN

100% ORGANIZED

Light and Dark Ales and Lagers
Special Parlor for Ladies
1445 Bleury Street, MONTREAL
Opposite Imperial Theatre

SIMMONS

BEDS, SPRINGS, MATTRESSES

Built for sleep

Montreal, Toronto, Winnipeg,
Vancouver

FUNDS FOR FASCISTS

Sir:—American plutocrats have raised 40 millions to assist American Fascists, according to Congressman Dickstein. He also indicated that Canadian and Mexican fascist movements were receiving financial support from American sources. If that sort of American penetration is going on it ought to stir Premier Hepburn — perhaps Premier Duplessis.

Fascism or Nazism evolve as an expression of the needs of monopoly capitalism to get rid of the restraints of a government of politicians answerable to the people. An organization controlled by men with few, if any scruples, is created with the aid of the financiers and by landlords; its promises to serve small business, the working farmer and the little man generally; it usurps all the political offices of importance; and then it becomes the tool of big business. Free reign is given to the tendency of big business towards trusts and monopoly; the profits of big capital are increased at the expense of the living standards of the masses. All organizations in which opposition to the Fascist subservience to big business might find a rallying ground are suppressed.

* * *

Sir. — I saw some moving pictures of scenes in New Zealand, described as a land without any great fortunes and no poverty. How is that in so-called poor countries the people are generally comfortable and independent of spirit, while in rich countries they are usually poor and dependent? — I. A.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED



Our Leading
Amusement
Places

Dans nos
Théâtres

PALACE

Sonja HENIE
Don AMECHE in
"Happy Landing"
with JEAN HERSHOLT
ETHEL MERMAN
CESAR ROMERO

CAPITOL

PARADISE for THREE
with FRANK MORGAN
ROBERT YOUNG
EDNA MAY OLIVER
MARY ASTOR

Added Attraction
The Women Men Marry

PRINCESS THEATRE

TARZAN'S REVENGE

starring GLENN MORRIS
World's Greatest Athlete
ELEANOR HOLM
America's Glamour Girl

Added Attraction
"HIGH FLYERS"

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric
COMPANY LIMITED

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at
LACHINE, P. Q.

Branch Works:

Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

MONARCH GAS RANGES

Made by
Canadians
for
Canadian Homes



Tél. Lancaster 3858

Salon de Fleurs St-Denis
1590, RUE SAINT-DENIS, (Édifice du
Théâtre St-Denis)

Spécialités:
Bouquets de Noces, Tributs Floraux
Escompte de 10% aux lecteurs du
"Monde Ouvrier"
Mme J. Z. PILON. Rés. Harbour 7901